Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

CONFIRMONS LE SUCCES DU NON !

- Union Européenne - Référendum de 2005 - Après le 29 Mai -

Date de mise en ligne : dimanche 19 juin 2005

Communistes de Vénissieux

tract édité en commun par Rouges Vifs Paris-Ile de France - l'Appel des 41 (Loir-et-Cher) - Combat (Val de Marne) :

téléchargeable sur http://rougesvifs.free.fr/

CONFIRMONS LE SUCCES DU NON !

Le rejet du " projet de constitution européenne " par les électeurs est un succès populaire sans équivalent depuis longtemps, au point qu'on a pu se dire que le scrutin du 29 mai est un " mai 68 dans les urnes ". Comme alors, il est la victoire du monde du travail sur celui du capital ; des salaires sur celui de la bourse ; des petits salaires sur celui de ces PDG 600 fois plus payés et gavés de " stock-options ".

C'est aussi une victoire de la démocratie ; trois mois de discussions, de réflexion sur les lieux de travail et partout ailleurs ont permis d'identifier le projet comme étant celui du MEDEF malgré le vernis social de la " charte des droits fondamentaux ", introduite dans le projet de constitution pour séduire...et qui semble avoir abusé jusqu'à des dirigeants syndicaux !

On vous disait : votre NON sera une atteinte à la solidarité des travailleurs d'Europe ; FAUX, il la renforce avec ceux des Pays Bas, du Danemark et du Luxembourg en juillet, de Grande Bretagne et d'Allemagne si on leur permettait de voter.

LA CONSEQUENCE DES POLITIQUES MENEES AU PROFIT DU CAPITAL

Une situation inédite est donc ouverte depuis le 29 mai : elle annonce que rien ne peut continuer en l'état, qu'il faut changer en profondeur, qu'il faut véritablement faire du neuf ; c'est très exactement ce qu'on appelle une crise politique, dans un contexte de guerre économique exacerbé et de régression sociale. Mais pour en sortir, il faut identifier la source des maux ; c'est là que les partisans du OUI sèment la plus grande confusion pour ne rien remettre en cause. Du côté du MEDEF, bien sûr, et de la droite pour qui le problème réside dans la protection sociale " trop chère ", dans des horaires de travail " trop faibles ", des " coûts salariaux trop élevés " ; La social-démocratie, elle qui a bâti toute sa politique autour de ces thèses lorsqu'elle était aux commandes, ne peut que contester la méthode en étant d'accord sur le fond.

Mais tout cela est contredit par la réalité.

En 2000, les salariés, qui représentent 90 % des actifs, produisent les 9/10èmes de la richesse du pays mais ne reçoivent que 70 % du revenu des ménages.

En 1980, ils étaient 80 % des actifs, produisaient 8/10èmes de la richesse du pays mais recevaient 73,5 % du revenu des ménages ; pour 2004, cela représente pour le salariat une perte de 37 milliards soit trois fois le déficit de la sécu

Copyright © Communistes de Vénissieux

!

METTRE FIN AU PILLAGE DES RICHESSES PRODUITE PAR NOTRE TRAVAIL

C'est bien d'un pillage de l'économie nationale par quelques centaines de groupes d'affaires dont il s'agit. Par la généralisation de la sous-traitance, de l'externalisation, des filialisations, ces groupes écrèment l'ensemble des PME et leurs salariés. Les économistes disent qu'ils pratiquent une politique de croissance sans emplois : ainsi la France a vu doubler son PIB avec seulement 15 % d'emplois nouveaux en plus. Il y a là la marque d'une intensification de la charge de travail devenue intolérable. Le chômage est donc bien la conséquence des politiques mises en oeuvre par le MEDEF avec le soutien de tous les gouvernements depuis des décennies.

LA SOUVERAINETE POPULAIRE LES MET EN DIFFICULTE

Ce NON est un non au capital, à ceux qui le possèdent, un non à ceux qui gouvernent dans son intérêt.

Maintenant, n'est-il pas urgent de poser la question de pousser l'avantage pour déplacer le curseur en direction des attentes des salariés et leur famille ? Augmenter les salaires, les retraites, embaucher. Prendre sur le capital qui confisque à son profit exclusif les richesses créées par le travail, pour le travail.

Porter cette exigence éclaire les choix économiques politiques sociaux industriels à faire. Nous sommes devant des choix. Ceux-ci posent la question de la conception des services publics dont nous avons besoin pour épauler l'activité économique et pour répondre aux besoins du pays.

Par expérience, il ne s'agit pas de reproduire une conception étatique des outils publics mais de chercher à construire une maîtrise publique où les salariés décideront avec les usagers d'un contrôle de l'activité, du développement, des investissements technologiques et humains. Une conception autogestionnaire de la société. Cela implique l'affranchissement de la dictature patronale et l'attribution de pouvoirs concrets aux travailleurs dans les entreprises.

Nous opposons cela à la volonté du gouvernement et de patronat de profiter de l'été pour liquider le code du travail. La flexibilité des pays scandinaves dont rêve la droite, que propose de Villepin et que le P.S. accepte d'examiner "de façon raisonnable", c'est la continuité, revue par la directive Bolkestein, des lois Balladur, Aubry et Raffarin qui ne produisent que du chômage et des baisses de pouvoir d'achat.

Alternance au sein d'une politique qui continue dans l'intérêt des mêmes privilégiés ou alternative pour aller dans une autre direction, pour un autre fonctionnement de la société ? Confiscation des richesses du travail par le profit ou reconnaissance de la place et du droit des femmes et des hommes de décider et gérer l'activité économique, d'en assurer la maîtrise collective ?

Par son NON, le peuple français a choisi le second terme de l'équation. Ce NON se conjugue avec celui exprimé, de manière électorale ou pas, parmi les autres peuples du continent mais aussi au-delà. La satisfaction de ces attentes passe par l'expression dans les entreprises d'exigences revendicatives ambitieuses à la hauteur des besoins des salariés. C'est le moyen de faire vivre le NON, de faire qu'il réponde aux attentes sociales et populaires refoulées depuis des années.

Copyright © Communistes de Vénissieux

POUR NE PAS ETRE TROMPE A NOUVEAU, CONTINUONS A FAIRE DE LA POLITIQUE

L'ampleur de la victoire du NON a été possible parce que le monde du travail a refusé de se laisser dessaisir de son pouvoir d'intervention sur le plan politique. D'habitude, nous votons, pour rejeter les équipes en place qui mènent une politique contraire à nos intérêts et nous constatons amèrement que celle-ci, à quelques nuances près, se poursuit. Avec le résultat du 29 mai, notre volonté de changer, de rupture est clairement affirmée. C'est vrai dans le domaine social et économique, cela l'est également sur le plan politique. Profitons de la période qui s'ouvre pour se poser la question de notre représentation politique et trouvons ensemble les moyens d'y répondre.

Quel contrôle du mandat des élus ? Quelle révocation possible lorsque le mandat n'est pas tenu ? Quelle démocratie quand le système conduit à ce que 90% des élus nationaux représentent 45% des votants ? Quelle présence de ceux qui produisent les richesses dans cette représentation ? Ce régime présidentiel quasi monarchique peut-il répondre aux exigences démocratiques ?

Ce que notre non porte, c'est une volonté d'exister pour coopérer avec chaque peuple, avec chacun des hommes et des femmes qui les composent, à l'opposé de la mise en concurrence quotidienne pour gagner sa vie.

La volonté du pouvoir d'accélérer la casse du code du travail et la privatisation des services publics démontre que les dirigeants ont peur de la réaction du peuple qui a repris confiance avec la victoire du NON. Le chemin est ainsi tout tracé. Le NON doit se prolonger immédiatement par des luttes sociales et politiques, ambitieuses pour qu'elles soient victorieuses. Agissons dès maintenant pour qu'elles s'engagent.

04 juin 2005

Copyright © Communistes de Vénissieux